

## RAPPORT SYNTHÈSE FINAL DES PROPOSITIONS DE SORTIE DE CRISE DES INSTITUTIONS NATIONALES, LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, PATRONALES, DE FEMMES ET LE CONSEIL RELIGIEUX

Dans le cadre des concertations pour la sortie de crise en vue d'élections législatives apaisées, la salle des actes du Palais du peuple a servi de cadre le mercredi 08 août 2012 à une rencontre à l'initiative du CNT. Cette rencontre a mobilisée :

- les institutions Républicaines (CNT, CES, CNC),
- les organisations de la société civile (CNOSCG, CONASOC, le PCUD, la Coalition des Femmes et Filles de Guinée pour le Dialogue et la Consolidation de la Paix, autour du REFAMP),
- les organisations Patronales (CPEG et CNPG),
- le Conseil Religieux.

Cette rencontre s'inscrit dans la logique de la feuille de route du CNT pour la sortie de crise ayant pour **objet : de partager avec les l'ensemble des acteurs du processus de concertation, les démarches et propositions de sortie de crise relatives à la tenue rapide d'élections législatives.**

Pour faciliter la mise en commun des propositions, une commission de synthèse a été mise en place sur la base de la représentation de chaque entité, comprenant :

1. Deux (02) Représentants du CNT : Mr DIALLO Mamadou Malal et Dr Dansa KOUROUMA.
2. Un (01) Représentant du CES : Mr TRAORE Alain Bertrand.
3. Un (01) Représentant du CNC : Mr CONDE Kalifa



4. Une (01) Représentante des organisations de femme : Dr TRAORE Makalé ;
5. Un (01) Représentant des organisations patronales : El hadj Mansa Moussa SIDIBE ;
6. Un (01) Représentant de la Société Civile : Mr Alhassane CAMARA ;
7. Un (01) Représentant du Conseil Religieux : Dr DIALLO Mohamed Lamine ;

La Commission a mis en place un Bureau de Séance, **présidé par Dr Makalé TRAORE** et un **Rapporteur a été désigné : Dr Dansa KOUROUMA.**

Cette commission s'est réunie effectivement le jeudi 09 août 2012 dans la salle des actes du palais du peuple :

- elle a passé en revue l'ensemble des propositions et procéder à leur analyse comparative ;
- elle a établi une synthèse des différentes propositions.

**Sur les aspects généraux, la commission a fait les remarques suivantes :**

- la classe politique, dans son ensemble, doit faire des efforts pour une résolution rapide de la crise en tenant compte de la nécessité d'organiser des élections législatives avant la fin d'année 2012.
- la CENI dans sa configuration actuelle ne garantit pas toutes les conditions des élections législatives apaisées ;
- la plupart des réflexions et propositions présentées par les acteurs convergent vers la nécessité de recomposer la CENI, en sauvegardant la mémoire de l'institution, en tenant compte du paysage politique actuel et en capitalisant les



expériences acquises afin de rassurer les forces politiques en présence ;

- les acteurs s'accordent sur la nécessité de donner force à la loi, mais en privilégiant le consensus pour toute démarche de sortie de crise.
- les média des services publics et privés doivent faire preuve de professionnalisme et de responsabilité dans le traitement et la diffusion de l'information, en mettant en avant la cohésion et l'unité des différentes composantes de la nation.
- la solution de sortie de crise retenue devra être valable pour les élections législatives, mentionnée comme telle dans une disposition transitaire.

**L'analyse des propositions a permis de dégager trois grandes tendances :**

- 1) La reconstitution paritaire de la CENI conformément aux dispositions de la loi 013 en s'appuyant sur une loi organique, telle que définie à l'article 133 de la constitution ;
- 2) La reconstitution partielle de la CENI en tenant compte du paysage politique actuel, sauvegarder la mémoire de l'institution et capitaliser les expériences des membres actuels de la CENI, avec pour mission :
  - Pour les partis politiques qui ont des délégués à la CENI, de faire un état de leur représentation actuelle au sein de l'institution et procéder à des remplacements en cas de nécessité;
  - Pour la société civile, le remplacement de leur représentant décédé ;



Cette recomposition partielle pourrait permettre la désignation de **(02) deux nouveaux vices présidents** en dehors des commissaires en exercice, issus de *l'opposition et de la mouvance actuelle*.

3) La recomposition de la CENI par élargissement du nombre de ses membres ainsi que ses démembrements pour permettre une meilleure représentation selon le paysage politique actuel.

Cet élargissement pourrait envisager :

- La désignation d'une femme à la tête de la CENI ;
- La désignation de trois vices présidents (Mouvance, Opposition et Centre) ;
- La prise en compte de la représentativité des partis politiques lors de l'élection présidentielle 2010.

La commission estime que quelque soit la proposition retenue, il serait souhaitable de mettre à coté de la CENI, **un comité de suivi composé de personnalités choisies sur la base de leur intégrité et de leur indépendance**.

#### En conclusion :

Il ressort des débats finaux en ce jour **11 aout 2012** dans la salle des **actes du palais du peuple**, que ces propositions, ainsi que le rapport ont été validés par l'ensemble des acteurs cités plus haut et qui ont participé effectivement aux concertations.

L'ensemble des acteurs ayant participé audites concertations, recommandent de transmettre ces propositions à son Excellence Monsieur le Président de la République pour appréciation en vue décider de l'opportunité d'un dialogue avec les acteurs politiques.

Il revient ainsi au Président de la République, après analyse des différentes propositions, de juger de la nécessité de procéder par un **accord politique** de sortie de crise ou par une loi votée par le CNT pour finaliser la transition et conduire le pays vers des élections législatives apaisées.

Conakry le 11 août 2012

La Commission de synthèse

La Présidente

Dr Makalé TRAORE



Le Rapporteur

Dr Dansa KOUROUMA



Vu et approuvé par la Présidente du CNT

Hadja Rabiataou Sérah DIALLO

